

EMPLOIS VERTS POUR LES FEMMES EN AFRIQUE : OPPORTUNITÉS ET INTERVENTIONS POLITIQUES



La transition vers une économie verte créera de nombreux nouveaux emplois dans le monde, y compris en Afrique subsaharienne. Mais les femmes prendront-elles part à ces nouveaux emplois ? Et la transformation économique les aidera-t-elle à accéder à des emplois mieux rémunérés et plus stables qui nécessitent plus d'éducation et de compétences ? La réponse, en bref, est « oui », sous réserve que les pays adoptent des politiques et des programmes robustes pour y parvenir.

La transition vers l'économie verte sera une tendance majeure qui façonnera les résultats socio-économiques dans le monde au cours des 50 prochaines années. Cette transition créera de nouvelles opportunités économiques, engendrant de nouveaux emplois et stimulant l'adaptation des emplois existants. Une prévision estime que 24 millions de nouveaux emplois seront créés dans le monde en raison des changements nécessaires pour maintenir le réchauffement climatique à 2° C.¹

La transition économique verte retient l'attention dans les cercles politiques, mais son potentiel impact lié au genre n'a pas fait l'objet de tant de discussions. Des questions du type « quelle part des emplois verts sera accessible aux femmes » et « quels types d'emploi existeront » méritent d'être posées maintenant. Les réponses prédiront si la transition verte sera juste et équitable ou défavorable aux femmes et aux filles.

Cette note de politique présente les résultats d'une étude qui applique une perspective de genre à la création d'emplois dans la transition verte en Afrique subsaharienne. Elle évalue les opportunités de participation des femmes aux emplois verts dans les secteurs clés qui stimulent la croissance des économies africaines, explore les obstacles qui limitent l'accès des femmes à ces emplois et identifie des solutions politiques pour surmonter ces obstacles et promouvoir les opportunités d'emploi pour les femmes. Elle identifie ensuite quels secteurs offriront des « gains rapides » – un accès relativement rapide aux emplois verts – ou des « gains lents » – nécessitant des stratégies à long terme pour éliminer les obstacles juridiques et changer les normes sociales. Les gains rapides peuvent être considérés comme réalisables d'ici 2030, le calendrier des objectifs de développement durable, alors que les gains lents pourraient avoir lieu d'ici 2063, le calendrier de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

L'Afrique et le monde attendent avec impatience de se remettre de la pandémie historique. L'accent mis sur les emplois verts pour les femmes représente une intersection des préoccupations des défenseurs du genre qui veulent influencer la relance post-COVID 19 (à court terme) et la transition vers l'économie verte (à moyen et long terme) et des experts de l'économie verte et des décideurs politiques qui cherchent à mieux comprendre les dimensions de genre de l'économie verte et comment développer des politiques d'économie verte équitables.

Emplois verts pour les femmes en Afrique

Les femmes sont bien positionnées dans certains des secteurs où les emplois verts seront créés. Un éventail de secteurs créera des emplois verts en Afrique subsaharienne (voir le graphique ci-dessous), l'énergie, la construction et l'agriculture en créant le plus grand nombre. Les femmes détiennent actuellement bon nombre d'emplois dans l'agriculture. La foresterie et le tourisme, où la croissance des emplois verts est également attendue dans la région, sont également des domaines importants de l'emploi féminin.

Dans l'ensemble, les femmes sont sous-représentées dans des secteurs clés de l'économie verte qui offriront les meilleurs emplois verts. Les secteurs les plus susceptibles de créer des emplois verts haut de gamme comprennent l'énergie (notamment l'énergie éolienne et solaire), les transports, la construction et certaines niches de services (par exemple, les conseils écologiques). Les femmes sont surreprésentées dans l'agriculture, la gestion des déchets et certains domaines de l'énergie renouvelable (biomasse), qui sont susceptibles de créer principalement des emplois bas de gamme. La composition dépendra dans une certaine mesure des politiques des pays.

¹ Organisation internationale du travail (OIT). 2018. *Emplois et questions sociales dans le monde 2018 : une économie verte et créatrice d'emplois*.

Un développement positif, cependant, est que même **dans les secteurs où les femmes ne sont pas bien représentées, elles trouvent des niches**, souvent en tant que petites entreprises dirigées par des femmes dans des emplois indirects dans la construction verte, la rénovation ou l'efficacité énergétique.

Les femmes sont confrontées à divers obstacles qui peuvent restreindre leur plein accès à des emplois verts dans les années à venir. Certains de ces obstacles sont spécifiques au secteur, comme les normes sociales qui considèrent que les emplois dans

la construction ne sont pas appropriés pour les femmes. D'autres se font ressentir dans tous les secteurs. Il s'agit notamment des obstacles à l'accès des femmes et des entreprises dirigées par des femmes à la terre, au financement et à la technologie ; la ségrégation entre les sexes dans le système éducatif et le marché du travail ; les lois qui limitent l'accès des femmes à certaines tâches et emplois ; et les inégalités structurelles reflétant les normes sociales dictant aux femmes d'assumer la grande majorité des tâches de soins non rémunérées, les privant donc d'opportunités pour d'autres emplois.

OPPORTUNITÉS D'EMPLOIS VERTS POUR LES FEMMES EN AFRIQUE

Secteur	Potentiel de créer de emplois verts	Potentiel de créer des emplois verts à haute valeur ajoutée	Domaines de réussite rapide pour l'emploi des femmes en Afrique subsaharienne
Agriculture (écologisation de l'agriculture conventionnelle)	●	●	●
Agriculture biologique/agriculture de conservation	●	●	●
Pêche	●	●	●
Foresterie (gestion durable des forêts et reboisement)	● → ●	●	●
Nouveaux services verts	●	● → ●	●
Tourisme (tourisme vert et nature/écotourisme)	●	●	●
Gestion des déchets/ recyclage	● → ●	●	●
Transports	●	● → ●	● → ●
Énergie solaire	●	●	● → ●
Énergie de la biomasse	●	●	●
Énergie éolienne	●	●	●
Construction	●	●	●

Note : Ce tableau présente un résumé visuel des résultats de l'exercice de cartographie visant à identifier des opportunités d'emplois verts pour les femmes en Afrique subsaharienne. Une analyse détaillée est consultable dans le rapport Opportunités d'emplois verts pour les femmes en Afrique. La deuxième colonne classe les secteurs selon leur potentiel de création d'emplois verts. La troisième colonne présente des informations relatives à la qualité des emplois verts susceptibles d'être créés dans chaque secteur. La dernière colonne classe les secteurs selon leur potentiel comme gain rapide pour la participation des femmes dans les emplois verts dans le futur, sur la base des niveaux actuels de participation des femmes au marché du travail dans le secteur en Afrique subsaharienne.

● Faible ● Intermédiaire ● Élevé



Photo : Fabio Jafet/OIT

La transition vers l'économie verte offre des opportunités uniques de réduire les inégalités entre les sexes en Afrique subsaharienne, parmi lesquelles :

- **Changer les perceptions sur ce que sont les emplois acceptables pour les hommes et les femmes et éroder les fortes tendances de ségrégation horizontale entre les sexes sur le marché du travail.** Beaucoup d'emplois dans l'économie verte seront dans de nouvelles professions qui ne sont pas encore socialement attribuées aux hommes ou aux femmes. Ainsi, il existe des opportunités pour les femmes de prétendre à de nouveaux emplois en tant qu'ingénieures, architectes, conseillères en efficacité énergétique, conductrices de bus verts ou innovatrices vertes dans de nombreux domaines. Les nombreuses petites et moyennes entreprises (PME) dirigées par des femmes qui installent des panneaux solaires dans la région illustrent comment briser les « murs de verre » et pénétrer dans des secteurs dominés par les hommes tels que la construction. À l'aide de fortes politiques publiques, ces premiers succès peuvent modeler de nouveaux rôles pour les femmes et avoir un effet multiplicateur sur les générations à venir.
- **Assigner une valeur économique au travail non rémunéré des femmes envers l'environnement.** Sur le continent africain, les femmes jouent un rôle essentiel en tant que gestionnaires des ressources naturelles, contribuant à la durabilité environnementale et à la résilience de leurs communautés. Ce travail est souvent non rémunéré et effectué sur une base volontaire. De nouveaux instruments économiques verts tels que les crédits carbone et les paiements pour les programmes de services environnementaux dans le tourisme, la foresterie et d'autres secteurs peuvent changer cela en attribuant une

valeur économique au travail non rémunéré des femmes. En outre, la transition vers une activité économique verte peut être associée à la mise à niveau et à la formalisation des activités actuelles des femmes dans l'économie informelle dans la gestion des déchets et l'agriculture par le biais de l'action collective et des réseaux dirigés par des femmes. Les initiatives dans ces domaines peuvent être mises à l'échelle pour changer la donne pour les femmes en Afrique subsaharienne.

Recommandations politiques

Des politiques et des programmes publics appropriés sont requis pour veiller à ce que les femmes obtiennent une part équitable d'emplois verts. À court terme, les politiques qui soutiennent et encouragent les femmes et les préparent à de nouveaux emplois verts maximiseront les gains rapides dans des secteurs tels que l'agriculture ou le tourisme. Les stratégies productives peuvent inclure le renforcement des capacités, la requalification et l'exploitation de secteurs verts à haute valeur ajoutée où les femmes sont déjà présentes ou bien positionnées. Des efforts à plus long terme seront requis dans des secteurs davantage dominés par les hommes, tels que l'énergie, la construction et les transports, pour éliminer les obstacles structurels et jeter les bases de gains lents dans les décennies à venir.

L'action doit commencer maintenant – sur les stratégies à court et à long terme – alors qu'il est encore temps d'éviter que la transition verte ne soit gravement biaisée contre les femmes et les filles. Les gouvernements et les défenseurs peuvent profiter immédiatement de l'élan réformiste de la relance post-COVID-19 ainsi que se raccrocher sur d'autres processus

politiques nationaux et régionaux pertinents pour promouvoir ces changements structurels à long terme et de grande envergure. Des stratégies à long terme doivent également commencer dès maintenant afin de garantir que **les conditions sont en place pour que les femmes et les filles passent à des emplois verts à haute productivité**, en omettant la longue et lente ascension d'un emploi à faible productivité en faveur d'un emploi légèrement meilleur.

Les recommandations de politiques spécifiques visant à tirer parti des possibilités d'emploi vert des femmes se répartissent en trois catégories. Tout d'abord, des politiques *pour préparer les femmes et les filles à l'économie verte* à travers l'éducation, le développement de compétences, le renforcement des capacités et le soutien institutionnel aux entreprises dirigées par des femmes. Cependant, **une conclusion majeure de cette étude est que les politiques de développement des compétences**, qui concentrent la majorité des interventions politiques pour promouvoir les emplois verts, **ne suffisent pas pour que les femmes et les filles bénéficient des opportunités de l'économie verte** et accèdent à une part équitable des emplois à créer. Il est donc nécessaire que *des politiques uniformisent les règles du jeu* en s'attaquant aux obstacles structurels auxquels les femmes sont confrontées pour accéder aux emplois verts. Enfin, les politiques *devraient accélérer les actions visant à promouvoir une économie verte sensible au genre* afin que le changement puisse se produire dans un délai raisonnable.

Recommandations pour préparer les femmes à l'économie verte

Réduire la ségrégation horizontale sur le marché du travail, pour permettre aux femmes d'accéder à tous les emplois verts sur un pied d'égalité avec les hommes, nécessitera une combinaison de politiques éducatives, de modèles féminins forts et de mécanismes de soutien pour les femmes dans les secteurs à prédominance masculine. Les politiques devraient :

Éliminer la ségrégation entre les sexes dans l'éducation et promouvoir la participation des femmes dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM). Si les femmes veulent récolter les fruits de la transition verte en Afrique subsaharienne, il faut un leadership et des investissements solides pour améliorer leur accès à l'éducation dans les matières et carrières techniques et STIM à tous les niveaux du système éducatif, du primaire au supérieur, y compris l'enseignement et la formation professionnels.

Requalification et renforcement des compétences. Selon la Banque africaine de développement, rééquiper la main-d'œuvre pour l'avenir du travail est une priorité pour l'Afrique dans la stratégie de relance suite aux chocs économiques liés à la COVID-19. Le rapport recommande que les gouvernements intensifient leurs efforts pour qualifier et requalifier la main-d'œuvre aussi rapidement et largement que possible afin de faciliter la transition des travailleurs des secteurs et des emplois

obsolètes à faible productivité vers les secteurs nouveaux et émergents. Ceci est particulièrement important dans le contexte de l'accès des femmes aux emplois verts dans la région. Des stratégies de requalification et de perfectionnement seront nécessaires pour garantir l'accès des femmes à de nouvelles opportunités d'emplois verts dans des secteurs où elles sont déjà bien positionnées, mais l'écologisation des emplois nécessitera de nouvelles compétences – par exemple, l'agriculture et les services. Les offres de formations devraient refléter les besoins actuels et futurs du marché du travail, de l'économie et de l'environnement.

Développer des réseaux de femmes dans les secteurs dominés par les hommes. De tels réseaux peuvent être clés pour améliorer la participation des femmes dans ces secteurs, y compris en encourageant des modèles féminins. La création de réseaux de femmes professionnelles et d'associations d'entreprises dans les secteurs clés de l'économie verte aux obstacles plus élevés à l'entrée des femmes (par exemple la construction, l'énergie et les transports) constitue un mécanisme pour soutenir les femmes professionnelles existantes et encourager d'autres à se joindre. Ils peuvent jouer un rôle déterminant dans la défense de politiques d'entreprise adaptées aux besoins des femmes, faciliter les investissements dans les entreprises appartenant à des femmes et les start-ups dans ces secteurs, et être une source de mentorat et d'encadrement des femmes.

Soutenir la transition vers une économie formelle, qui peut faciliter le mouvement des femmes vers des emplois verts mieux rémunérés avec de meilleures conditions de travail. Cela sera particulièrement critique dans des secteurs tels que l'agriculture, la foresterie ou les déchets et, dans une moindre mesure, le tourisme. Les étapes dans ce sens incluent :

- **Soutenir l'organisation des femmes** en coopératives et groupes économiques dirigés par des femmes, et renforcer leurs capacités institutionnelles, notamment par l'agrégation en fédérations pour faciliter l'action collective, l'accès aux intrants, au financement et aux marchés.
- **Investir dans la recherche et l'innovation**, tirer parti des connaissances des femmes, pour le développement de produits, associé à un soutien technique en matière de normes de qualité, pour accéder aux systèmes de certification écologique et aux marchés de l'économie circulaire, y compris pour l'exportation.
- **Mettre en place des mesures incitatives pour soutenir la formalisation** de l'activité économique informelle des femmes, ainsi que l'éducation et la sensibilisation sur les avantages de la formalisation.
- **Développer des produits financiers** (et des canaux de distribution) adaptés aux besoins des coopératives de femmes et des micro-entreprises, notamment en utilisant les solutions numériques pour accéder au financement, en particulier pour les petites agricultrices et les entrepreneuses qui n'ont pas de relations bien établies avec les institutions financières.

Recommandations visant à uniformiser les règles du jeu pour une économie verte sensible au genre

Il est crucial de **s'attaquer aux normes sociales et d'améliorer l'environnement propice** à la participation des femmes à l'économie verte. Cela nécessite de surmonter les préjugés et les attentes concernant la répartition du travail de soins non rémunéré, ainsi que de renverser les lois qui limitent spécifiquement l'accès des femmes aux ressources et aux moyens d'entreprendre des activités économiques. À cette fin, des recommandations spécifiques incluent :

- **Éliminer les obstacles juridiques** et répondre à la discrimination fondée sur le genre dans la législation. Il s'agit d'une action relativement simple qui peut être prise à court terme. Les domaines de réforme clés incluent : 1) Modifier la législation pour garantir aux femmes et aux hommes des droits égaux à la propriété des biens immobiliers (terres) ainsi que pour égaliser les droits de succession des fils et des filles ; 2) Introduire une législation (et des mécanismes d'application) dans le domaine du harcèlement sexuel sur le lieu de travail, notamment dans les domaines à prédominance masculine de l'économie verte (énergie, construction, transports, etc.) ; 3) Modifier les dispositions légales qui ne permettent pas aux femmes d'ouvrir un compte bancaire ou de se déplacer librement de la même manière que les hommes, nécessaires pour faire des affaires et pour occuper un emploi sur un pied d'égalité avec les hommes ; 4) Supprimer les restrictions légales à l'accès des

femmes à des emplois et à des tâches spécifiques ; et 5) Des dispositions politiques et juridiques supplémentaires visant à encourager le développement de politiques d'entreprise pour les femmes salariées peuvent également jouer un rôle essentiel dans certains secteurs.

- **Équilibrer les responsabilités des hommes et des femmes pour les soins non rémunérés.** La lutte contre les inégalités dans la répartition des soins non rémunérés peut avoir un impact important sur la possibilité pour les femmes d'occuper des emplois rémunérés, y compris dans l'économie verte. Les gouvernements devraient investir dans l'expansion des services de soins, investissant dans les infrastructures et mettant en œuvre des politiques pour reconnaître, réduire et redistribuer les soins non rémunérés. L'accent mis sur la reconnaissance et la visibilité du travail de soins non rémunéré des femmes est particulièrement important en Afrique subsaharienne, où une grande partie du travail de soins est informelle. L'évolution des normes sociales par l'éducation et la communication et la participation des hommes et des garçons sont des moyens importants d'influer sur le changement dans ce domaine à moyen terme.

Investir dans l'exemple et se concentrer sur les jeunes pour changer les stéréotypes sur les emplois acceptables pour les hommes et les femmes. La ségrégation enracinée entre les sexes dans l'éducation et le marché du travail est un obstacle important à l'accès des femmes à des emplois verts de



Photo : OIT

haute qualité dans certains secteurs. En grande partie, cette ségrégation résulte des perceptions sociales sur ce qui est un travail acceptable pour les femmes. De telles perceptions évoluent lentement, mais les gouvernements, la société civile et les dirigeants communautaires peuvent prendre l'initiative grâce à l'éducation, à la communication sociale et au plaidoyer qui tirent parti des modèles positifs de femmes travaillant dans des secteurs à prédominance masculine et en s'adressant aux jeunes hommes et femmes dès leur plus jeune âge. Dans le passé, la participation des hommes et des garçons, y compris les chefs traditionnels, aux efforts visant à modifier les normes sociales s'est avérée efficace dans d'autres domaines tels que la prévention des violences basées sur le genre dans la région.

Recommandations pour accélérer l'action en faveur d'une économie verte sensible au genre

Une action positive visant à intégrer les cibles et les objectifs de genre dans les instruments de politique économique existants et nouveaux peut accélérer l'accès des femmes aux emplois verts. Grâce à la réglementation, les gouvernements peuvent ouvrir des opportunités pour les femmes dans les domaines de l'économie verte qui ont le potentiel de générer de nombreux emplois verts, mais qui ont des obstacles à l'entrée élevés pour les femmes et ainsi augmenter la vitesse à laquelle le changement se produit. Au fur et à mesure que les pays explorent et identifient la combinaison appropriée de taxes, de subventions, d'incitations et d'autres instruments économiques pour encourager une transition vers l'économie verte, ces mesures peuvent être conçues de manière à soutenir les objectifs d'emploi des femmes. À cette fin, les recommandations incluent :

- **Promouvoir des initiatives positives de passation des marchés publics verts et durables.** En écologisant leurs propres processus d'approvisionnement, les gouvernements peuvent contribuer de manière substantielle à un environnement plus propre et plus vert et donner l'exemple. Au Kenya, au Sénégal, en Afrique du Sud et ailleurs, les réformes des marchés publics favorisent l'accès préférentiel des entreprises dirigées par des femmes aux marchés publics et renforcent leur capacité à accéder aux appels d'offres publics. De telles initiatives, lorsqu'elles sont appliquées aux processus d'approvisionnement écologiques, peuvent accélérer l'accès des entreprises dirigées par des femmes aux nouveaux marchés publics verts.
- **Tirer parti des instruments de politiques économiques existants.** Les gouvernements disposent d'un certain nombre d'instruments économiques pour favoriser la transition vers une économie verte – par exemple, la suppression des subventions aux combustibles fossiles, les prêts ou les subventions pour investir dans les énergies renouvelables ou les technologies économes en énergie, et les tarifs de rachat. Dans certains cas, ces mesures augmenteront le nombre

d'emplois verts. Des dispositions spécifiques peuvent être intégrées dans la conception de ces instruments pour définir des objectifs d'emploi spécifiques pour les entreprises dirigées par des femmes, ou pour les femmes directement. Les projets de financement climatique vert et d'autres instruments, tels que les obligations vertes, peuvent également stipuler des objectifs pour l'emploi des femmes. Le développement de mécanismes de crédit carbone, notamment dans les secteurs où beaucoup de femmes travaillent actuellement sans rémunération formelle, comme la plantation d'arbres dans les paysages ruraux et urbains et la gestion des déchets, peut développer des emplois verts haut de gamme dans les domaines à gain rapide de l'emploi vert des femmes.

La voie à suivre

L'amélioration de l'accès des femmes à des emplois verts doit débuter avec des conversations au niveau des pays dans le contexte des processus nationaux de transition vers une économie verte. Une analyse plus approfondie au niveau des pays est également nécessaire pour trouver des solutions spécifiques qui correspondent à la stratégie relative à la transition économique verte de chaque pays, aux réalités fiscales post-COVID-19, et aux dynamiques de genre sur les marchés du travail nationaux. La formulation de stratégies nationales d'emplois verts en cours dans un certain nombre de pays de la région, présente une opportunité de contextualiser et d'appliquer certaines des recommandations de haut niveau de ce rapport.

Dans ce processus, il sera important que les États renforcent leur capacité à formuler et à mettre en œuvre des stratégies d'économie verte sensibles au genre. Cela inclut le renforcement de leurs capacités à collecter et à analyser des données ventilées par sexe – une lacune importante identifiée dans notre recherche – et la formulation d'une politique économique, d'une planification et d'une budgétisation sensibles au genre. Il sera également crucial d'accroître la participation des femmes dans les forums de prise de décision sur l'économie verte et les groupes de travail techniques ; et de créer des espaces institutionnels pour le dialogue et la création conjointe de solutions politiques auxquelles les défenseurs des femmes peuvent participer activement.

